ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE — CIRCONSCRIPTION DE CASTELSARRASIN

ELECTRICES, ELECTEURS,

Les résultats du référendum du 28 octobre expriment un échec sérieux du pouvoir personnel.

Le Général de Gaulle perd 5 millions de suffrages soit près de 20 % par rapport au référendum de 1958.

Notre département, passant de 20.300 « Non » en 1958 à 41.295 le 28 octobre se classe parmi les 14 départements qui ont manifesté leur hostilité au régime gaulliste et leur désir de s'orienter vers une démocratie véritable.

Le 18 novembre vous confirmerez ce vote en élisant votre député à l'Assemblée Nationale.

En effet ce vote sera pour vous l'occasion d'exprimer votre opinion sur la politique du régime de pouvoir personnel.

En votant pour les candidats du *Parti Communiste Français* qui ne porte aucune responsabilité dans l'avènement du pouvoir personnel, et qui l'a toujours combattu, vous manifesterez votre volonté d'un changement complet de politique.

LE BILAN DU POUVOIR

Le bilan du pouvoir gaulliste se traduit par :

- La réduction du pouvoir d'achat pour l'ensemble des salariés. Les travailleurs du Tarn-et-Garonne en savent quelque chose, puisque nous sommes un département où les salaires sont parmi les plus bas de France.
- la dépréciation des allocations familiales et des retraites vieillesse par suite de la hausse du coût de la vie, des milliers de vieux n'ont pour vivre que des ressources allant de 200 à 300 fr. par jour ;
- les atteintes portées aux droits des anciens combattants et victimes de la guerre ;
- les paysans travailleurs sont condamnés en grand nombre à la disparition, alors que l'on voit s'étendre des grands domaines dont les possesseurs raflent la terre à des prix allant de 1 million 500.000 à 2 millions l'hectare comme c'est le cas dans la plaine de l'Aveyron et de la Garonne.
- les artisans et petits commerçants sont sacrifiés, les fermetures d'ateliers artisanaux et de fonds de commerce vont en augmentant alors que les grosses sociétés capitalistes de vente étendent leur emprise, sans que celà se traduise par une diminution du coût de la vie pour les acheteurs.

A ce bilan s'ajoutent de graves atteintes aux libertés. Sur le plan syndical, les droits de la classe ouvrière ne sont pas respectés. Dans la plupart des grandes entreprises il n'y a pas de comité d'entreprise, ni de délégués du personnel comme la loi en fait obligation.

Des ouvriers voulant défendre leurs droits sont jetés à la rue comme c'est le cas à Montauban, aux Etablissements Bouyer et à Caussade.

- Les complaisances complices du pouvoir permettent l'activité de l'O.A.S., qui, dans notre département, organise des dépôts d'armes et commet des assassinats, comme ce fut le cas près d'Albias.
- Sur le plan de la laïcité, la rentrée scolaire récente a souligné l'insuffisance des locaux scolaires, la pénurie d'enseignants. A Montauban et ailleurs les classes surchargées ne permettent pas aux élèves et aux maîtres de travailler dans de bonnes conditions.
- Pour les travailleurs repliés d'Algérie, le pouvoir qui les a trompés pendant de longues années ne fait pas tout le nécessaire pour leur trouver un logement convenable et leur assurer du travail.
- En politique extérieure, le sort de la France est lié à celui de l'Allemagne d'Adenauer avec ses généraux nazis et ses appétits de revanche. Celà s'est traduit en Tarn-et-Garonne par la présence de troupes allemandes venant s'entraîner à Caylus. C'est aussi l'hostilité au désarmement et les milliards engloutis par la force de frappe aussi vaine que coûteuse.

Il faut en finir avec une telle politique et pratiquer une politique conforme aux intérêts des masses laborieuses.

CONTRE LE RETOUR AU PASSE

La IVe République a connu l'instabilité gouvernementale. Pourquoi ?

— ses gouvernements tournaient le dos aux aspirations populaires, à la paix, au progrès social ;

— des partis se réclamant de la démocratie pratiquaient l'alliance avec la réaction ;

— les communistes étaient éliminés de tous les gouvernements depuis 1947.

Il ne saurait être question de revenir à ces pratiques politiques périmées.

TOURNES RESOLUMENT VERS L'AVENIR

Le relèvement de la France n'est pas la tâche d'un seul homme, ni d'un seul parti, c'est la tâche de toutes les énergies nationales et démocratiques.

Dans cet esprit, le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS vous propore un programme qui prévoit :

DANS LE DOMAINE POLITIQUE

— L'élection à la représentation proportionnelle d'une Assemblée Constituante chargée d'établir une Constitution assurant notamment : la souveraineté du peuple, la restauration de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat, la libre activité des partis démocratiques et le respect des libertés syndicales, le contrôle démocratique de la radio et de la télévision.

DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE ET SOCIAL

— Nationalisation des monopoles capitalistes, participation des syndicats à la direction et à la gestion de ces entreprises ;

— Augmentation générale des salaires, traitements et retraites ;

— Construction massive d'H.L.M. avec des loyers abordables ;

— Aide aux exploitations familiales agricoles et soutien de la coopération agricole ;

— Réforme démocratique de l'enseignement.

EN POLITIQUE EXTERIEURE

— Politique de coexistence pacifique orientée vers le désarmement général, dont la nécessité est soulignée par les événements de Cuba ;

— Opposition aux entreprises du militarisme allemand, suppression des bases d'entraînement pour les soldats allemands ;

— Coopération économique et culturelle avec tous les pays.

Voilà les grandes lignes de notre programme.

Quels sont les candidats qui sollicitent vos suffrages :

● Tout d'abord l'U.N.R. C. BEGUE. Membre de cette majorité parlementaire, il a soutenu et appuyé de toutes ses forces la politique gaulliste faite de privilèges et de cadeaux aux grands capitalistes dont font les frais les salariés, les artisans, les commerçants indépendants, les petits exploitants agricoles, les vieux travailleurs et les anciens combattants.

Pendant les quatre années de législature, M. BEGUE n'a pas une seule fois fait un compte rendu de mandat, il a fui le contact des travailleurs du Tarn-et-Garonne certainement parce que le bilan de son activité leur est néfaste.

● Ensuite M. OMFROY, du Parti des Indépendants, qui, par ses ministres et sa ligne politique porte une large part des méfaits de la politique gaulliste.

● Egalement le M.R.P. BACHALA dont le groupe parlementaire a fourni un nombre impressionnant de ministres à de Gaulle.

● Sous l'étiquette du Front National Populaire, M. SOUPA, ancien candidat de Poujade, sollicite les suffrages de quelques Tarn-et-Garonnais! Les Républicains ne seront pas dupes et se rappelleront que SOUPA était candidat de l'U.D.C.A. avec son collègue NONI, arrêté par la suite pour détention d'explosifs.

● Les Radicaux et les Socialistes sincères seront surpris de voir que leur parti n'a pas abordé le premier tour de scrutin avec leur propre drapeau comme le veut la tradition républicaine. M. VERN, candidat unique, ne peut, quand au programme, apporter aux uns et aux autres, ce qu'ils étaient en droit d'attendre : compter leurs voix sur leur programme respectif.

● Le P.S.U. a cru utile de manifester sa présence dans la circonscription de Castelsarrasin avec un candidat Parisien qui ne peut connaître les légitimes aspirations des travailleurs du Tarn-et-Garonne.

Le Parti Communiste Français vous présente son candidat qui depuis de nombreuses années donne des preuves de dévouement, d'abnégation et de compétence dans la défense des intérêts des classes laborieuses.

Les Démocrates, les Républicains,
VOTERONT POUR
Roger VIÉ

Artisan à Montauban

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Amédée GISSOT

Conseiller Municipal de Verdun-sur-Garonne

CANDIDATS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

IMPORTANT : Panacher ou Rayer un NOM annulerait votre Bulletin

VU LES CANDIDATS

IMP. EXPRESS - 16, RUE D'AURIOL - MONTAUBAN